



ETATS GENERAUX LILLE 20 SEPTEMBRE 2013

Le vendredi 20 septembre 2013, se sont tenus les états généraux de la DGFIP à Lille. Cette initiative a rassemblé plus de 120 personnes venues de toutes les directions de la région (DRFIP Nord, DISI Nord, DDFIP Pas de Calais, DIRCOFI Nord).

5 ans après la création de la DGFIP, il était urgent de dresser un bilan des conséquences des restructurations, suppressions d'emplois, et des conséquences sur les conditions de travail et d'exercice des missions.

Nous sommes dans un contexte particulier : la Modernisation de l'Action Publique a remplacé la Révision générale des politiques publiques mais à la DGFIP, ce sont bien les mêmes logiques qui sont à l'œuvre.

Cette initiative inédite et originale était ouverte au plus grand nombre : usagers, associations, élus... Elle s'inscrit dans une démarche nationale engagée depuis plusieurs mois.

Cette journée a été organisée en plusieurs temps :

Une partie de la journée consacrée aux remontées des revendications débattues depuis

plusieurs mois dans les services et mais aussi à l'état des services et ses conséquences sur les missions.

Une autre partie consacrée à **deux tables rondes** sur les thèmes suivants:

- "Fraude fiscale, évasion fiscale : quels enjeux, quels moyens pour lutter efficacement ?"
- "Services aux collectivités locales et maillage territorial : des enjeux majeurs"

Cette journée a été unanimement appréciée tant par les collègues que par les extérieurs.

Elle a permis de débattre sur la dégradation constante des conditions de travail en lien évident avec l'effet très négatif des suppressions d'emplois sur l'exercice des missions.

Cette journée a été aussi l'occasion d'un bilan sur les questionnaires revendicatifs que la CGT Finances Publiques a diffusés (sur les thèmes : missions, vie au travail, organisation du travail, restructuration et expérimentations DRFIP, rémunération...) : plus de 1000 réponses à ce questionnaire pour la DRFIP Nord.



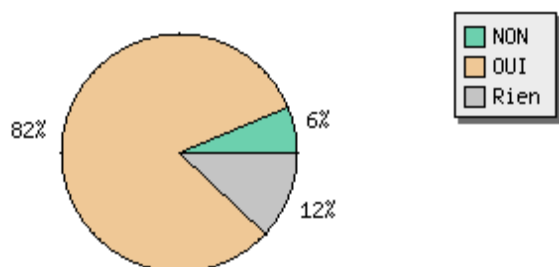
Ce 4 pages constitue une synthèse de cette journée : vous retrouverez en lien les débats et analyses complètes de ces états généraux, avec notamment les comptes-rendus détaillés en annexe.

Revendications et États des lieux

Durant toute la journée, les interventions et témoignages se sont succédés sur l'état des services, les missions, les conditions d'exercice des missions...

L'ensemble des collègues s'accorde sur la dégradation constante des conditions de travail en lien évident avec l'effet très négatif des suppressions d'emplois sur l'exercice des missions.

ESI menacés ?



Les éléments les plus marquants sur les conséquences des suppressions d'emplois :

Pour la DISI Nord, **Jacky LEROY, secrétaire CGT Finances Publiques à la DISI Nord**, est intervenu pour présenter la situation revendicative, mais aussi les résultats du questionnaire revendicatif.

Sur l'emploi : des coupes très importantes d'emplois de catégorie C dans les services informatiques depuis plus de 20 ans mettent en péril le devenir des ateliers de production (scannage, lecture optique, éditique). Les risques sont forts de voir certaines missions externalisées avec les vagues de départ en retraite

que vont connaître les services dans les 2 ou 3 ans à venir.

Les besoins les plus importants apparaissent dans les exploitations, le développement et l'assistance.

Si les services informatiques ont échappé à la démarche stratégique engagée par la DGFIP depuis plusieurs mois, pour autant les agents des DISI ne sont pas épargnés par cette logique destructrice d'emplois et de moyens : il s'agit du Plan Stratégique d'informatique.



L'effectif du service est :



Pour la DRFIP Nord, c'est **Yannick Massiet, secrétaire CGT Finances Publiques Lille et environs**, qui a présenté la situation. 90% des collègues pensent que les suppressions d'emplois impactent le travail et le fonctionnement des services. Le service délivré au public se dégrade en fonction de la réduction des effectifs, et pas simplement dans les services chargés de l'accueil.

René Quide, secrétaire départemental CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais a également apporté une analyse et le détail des questionnaires revendicatifs de DDFIP 62 : **Sur les missions** : Les conditions d'exercice se dégradent pour plus de 60% des collègues et 75 % des gens voient leurs objectifs augmenter. Plus de 55% constatent l'abandon de missions.

LES DEBATS COMPLETS SUR LES REVENDICATIONS, ANALYSE DETAILLÉE DES QUESTIONNAIRES, LES TÉMOIGNAGES SONT DANS LE DOCUMENT :

ETATS GENERAUX LILLE 20 SEPTEMBRE 2013—Revendications et États des lieux



1^{ère} table ronde : " Fraude fiscale, évasion fiscale : quels enjeux, quels moyens pour lutter efficacement ?"

Ce débat était animé par Emmanuelle Planque, secrétaire CGT Finances Publiques à la DIRCOFI Nord.

Les participants :

Éric BOCQUET, sénateur du Nord et rapporteur de plusieurs commissions sénatoriales et notamment de la commission de juillet 2012 sur l'évasion des capitaux des actifs hors de France.

<http://www.senat.fr/rap/r11-673-1/r11-673-1-syn.pdf>

Alexis SPIRE, chercheur universitaire

Alexis SPIRE est l'auteur de plusieurs ouvrages ayant pour thèmes la fiscalité « Faibles et puissants devant l'impôt » ouvrage notamment réalisé à partir d'une étude réalisée dans les services de la DGFIP.

<http://ceraps.univ-lille2.fr/fr/chercheurs/alexis-spire.html>

Roland VANSAINGELE, syndicaliste

Responsable fédéral pour la FGTB (Fédération Général du Travail de Belgique. Roland VANSAINGELE a pu ainsi nous donner un éclairage côté Belgique de cette question de l'évasion fiscale et de la fraude fiscale.

Alexandre DERIGNY, syndicaliste

Syndicaliste du côté français, secrétaire fédéral à la CGT Finances.

Il est l'auteur de nombreux articles sur la fiscalité et de nombreux écrits à destination des contribuables notamment lors des campagnes d'impôt sur le revenu. Toujours avec le souci de porter à la connaissance du plus grand nombre la fiscalité ses enjeux politiques et la nécessité de revendiquer une fiscalité plus juste.

Les débats

Le budget de l'état est de 300 milliards d'euros.

L'évasion fiscale en France est estimée entre 60 et 80 milliards d'euros. Au niveau européen, la Commission l'estime à environ 1000 milliards...

Eric Bocquet, a expliqué en quoi l'évasion fiscale était devenu un sujet devenu incontournable. Mais aussi, pourquoi l'austérité entraîne des choix qui deviennent insupportables avec en parallèle l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Les états sont affaiblis par l'évasion fiscale

Alexis SPIRE est revenu sur le consensus politique actuel sur l'évasion fiscale. Il a également développé la notion de civisme fiscal. Sociologiquement, il existe des inégalités sociales qui entraînent des façons différentes de gérer la contrainte fiscale. Il y a de nombreuses possibilités d'optimiser ou de contourner l'impôt. Mais toutes les classes sociales n'ont pas les mêmes moyens. Plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus il existe de commissions de conciliation ou de négociations. Celles-ci servent surtout ceux qui ont les moyens de se payer un conseil.

Roland VANSAINGELE a développé la situation fiscale belge : les salariés sont imposés en moyenne à 42.5%, c'est le deuxième taux d'imposition le plus important d'Europe. Le Capital lui est taxé à 29.5% en moyenne et il existe de nombreuses exonérations. Le Département d'Économie Appliquée de l'Université de Bruxelles a publié un rapport sur la fraude. Elle y est estimée à 20 milliards d'euros par an soit 5% du PIB belge.

Des reportages vidéos sur la fraude fiscale ont été diffusés durant la journée. Elles sont en ligne sur le site CGT DRFIP 59, à l'adresse suivante :

<http://cgt.drifip59.free.fr/spip.php?article283>

Pour Alexandre DERIGNY, il faut défendre l'intérêt de nos missions.

On a en France une fraude fiscale évaluée au montant du déficit français, mais il y a aussi un enjeu sociétal, une sorte de jacquerie contre l'impôt, le sentiment de "payer pour l'autre" qui fraude ou ne paye pas, le sentiment que les plus puissants échappent à l'impôt. On a un rejet de plus en plus fort de l'impôt pour ces raisons.



LES DEBATS COMPLETS SUR CETTE TABLE RONDE, LES LIENS ET REFERENCES SONT DANS LE DOCUMENT :

ETATS GENERAUX LILLE 20 SEPTEMBRE 2013— Tables rondes

2^{ème} table ronde : "Services aux collectivités locales et maillage territorial : des enjeux majeurs"

Ce débat était animé par Mathias WATTELLE, CGT Finances Publiques DRFIP NORD.

Les participants :

Olivier VADEBOUT, Secrétaire national adjoint de la CGT Finances Publiques.

Dominique DE CLERCQ, Adjointe au maire de Tourcoing et conseillère à la communauté urbaine de Lille

Ugo BERNALICIS du Parti de gauche.



Les débats :

Pour Olivier VADEBOUT, la gestion des dépenses est fortement affaiblie : on a une hiérarchisation des dépenses et des contrôles uniquement sur les montants supérieurs à 10000 euros. Cette mission de service public est sortie de son sens : elle n'a pas été abandonnée mais devient tellement différente...

De plus, l'application d'Hélios, l'arrivée de Chorus a engendré de nombreux soucis...

Dominique DE CLERCQ a apporté son témoignage d' élu local et a rappelé l'importance de la relation entre le comptable et l'ordonnateur. Dans son parcours d' élu, elle s'est notamment occupé de la gestion du CCAS de Tourcoing. Dans ce cadre, elle a vu l'importance de ces rapports (paiements et négociations sur les salaires des 120 aides ménagères à domicile employées par le CCAS). Concentrer les services publics, les pouvoirs décisionnels (ordonnateur et comptable), réduire les coûts, tout cela a un impact politique, et change l'égalité d'accès des citoyens aux services publics.



Pour UGO BERNALICIS, la séparation ordonnateur-comptable reste une garantie démocratique fondamentale. Le rôle de conseil qu'exerçait la Comptabilité Publique auprès des collectivités est repris par des cabinets privés.

Il est également revenu sur la circulaire du Directeur Général sur la gestion de l'eau. En théorie, il serait même possible pour les collectivités de faire revenir la gestion de l'électricité au niveau public.

L'objectif devrait être le remaillage du territoire par les services publics.

A l'opposé, on voit fleurir les SPL (Sociétés Publiques Locales), des entreprises privées en fait, sans rapport avec les régies publiques..

LES DEBATS COMPLETS SUR CETTE TABLE RONDE, LES LIENS ET REFERENCES SONT DANS LE DOCUMENT :

ETATS GENERAUX LILLE 20 SEPTEMBRE 2013— Tables Rondes

De nombreux collègues et intervenants extérieurs d'autres administrations ont pris la parole pour un témoignage et ont apporté des éléments au débat.

Mickaël WICKE, représentant au CHS depuis 10 ans est intervenu pour apporter son expérience en la matière : les problèmes de dégradations des conditions de travail liée aux suppressions d'emplois ne sont pas apparus avec la fusion DGI/DGCP de 2008, ils existaient avant, même si la fusion a donné un coups d'accélérateur.

Le 1er facteur de dégradation des conditions de travail est bien sûr le sous effectif lié aux suppressions d'emplois, et aux emplois non pourvus, comme on l'a vu précédemment, mais ce n'est pas le seul facteur.

En effet, plusieurs autres éléments dégradent les conditions de travail :

- les modifications de l'organisation du travail ; elles vont généralement dans le sens d'une dépossession du travail
- les nouvelles technologies.
- une législation de plus en plus mouvante, complexe et injuste.

